

Mise en œuvre de la révision de l'Etat Des Lieux (EDL) du cycle de gestion de l'eau 2022-2027 de la Martinique « EDL 2019 »

Lot 2 : Etude Economique de l'EDL 2019

- Comité de l'Eau et de la Biodiversité -
6 décembre 2019



AGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT



Contexte et objectifs

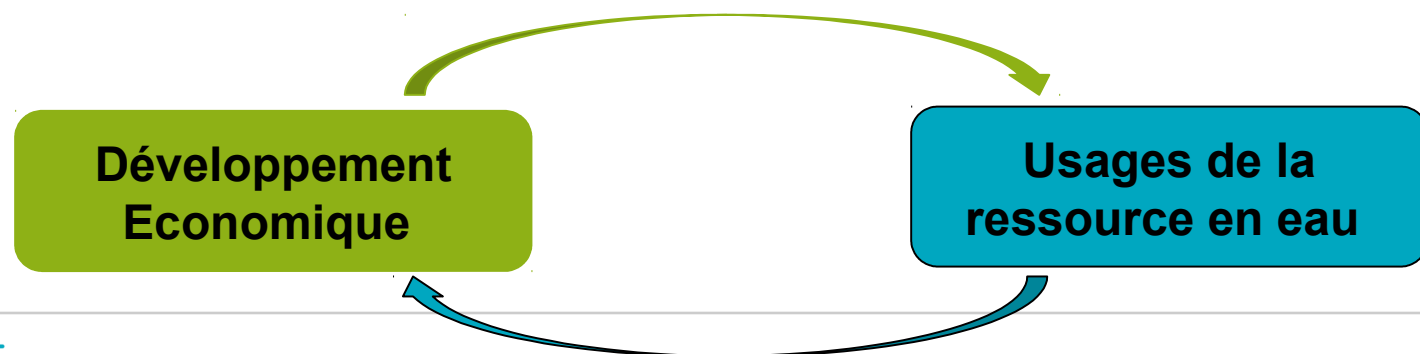
Contexte :

Art. 5 DCE : Caractériser les usages de l'eau en termes de poids économique et démographique sur les bassins

3^{ème} cycle SDAGE : actualiser l'état des lieux sur le bassin

Objectifs :

- Anticiper l'évolution des usages de l'eau à horizon 2030 :
 - Elaborer des scénarios tendanciels



Plan de la présentation

- 1. Rappel des objectifs de l'EDL économique**
- 2. Caractérisation des usages économiques**
- 3. Scénarios tendanciels**
- 4. La récupération des coûts**

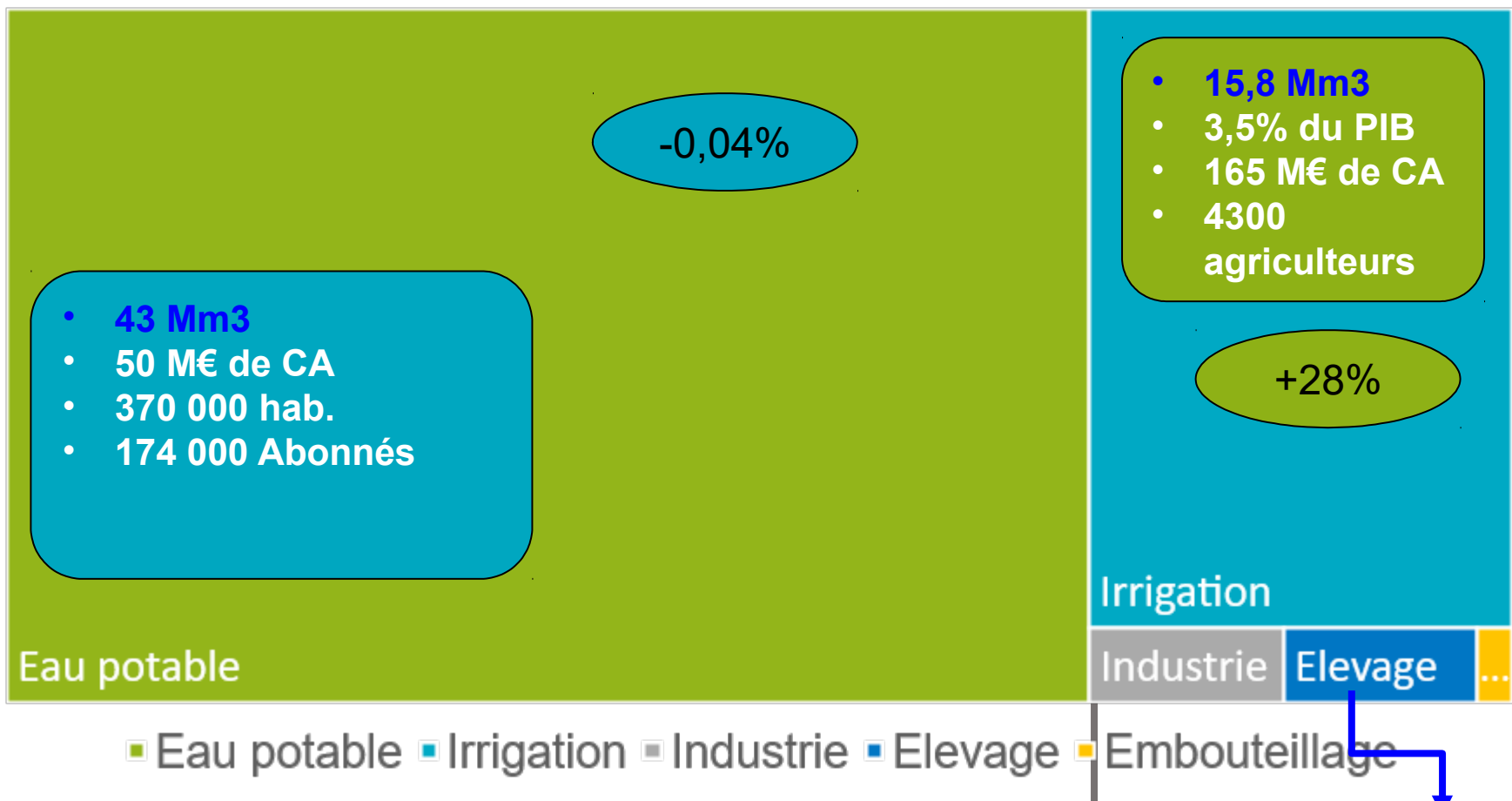
Contexte et objectifs

- **L'Etat des lieux : approche méthodologique en 3 temps**
 1. **Photographie** instantanée des usages de l'eau
 - Marchands
 - Non Marchands
 2. **L'évolution** de ces usages et de leurs impacts sur les milieux aquatiques
 3. Les **financements** des services liés à l'eau et récupération des coûts

Plan de la présentation

1. Rappel des objectifs de l'EDL économique
- 2. Caractérisation des usages socio-économiques**
3. Scénarios tendanciels à horizon 2027
4. Synthèse de l'étude sur la récupération des coûts

Les prélèvements, entre 2013-2015, +7%



L'eau potable

- **Prélèvement : 43 Mm3**

- 379 000 Hab. - 166 667 ménages
- 5,44 €/m3 (Eau et Assainissement) (2017)
- Facture d'eau 120m3 : 653 €
- **Facture d'eau et Assainissement / revenu médian = 5,07%**

- **Facturation : 23 Mm3**

- Domestique : 17,2 Mm3
- APAD : 5,5 Mm3
- Industriels : 0,55Mm3
- Rendement des réseaux : 65%

Ratio Facturation/Prélèvement : 54%

Caractérisations des usages socio-économiques





Principaux usages	Caractérisation socio-économique
Tourisme et activités de loisirs liées à l'eau	<ul style="list-style-type: none">• Dépenses touristiques estimées 330 M d'€• 5 000 emplois
Pêche professionnelle	<ul style="list-style-type: none">• 20,7 M d'€ de chiffre d'affaires• 1 100 marins pêcheurs• Une grande part de l'activité est informelle
Transport maritime	<ul style="list-style-type: none">• 3,1 M de tonnes transitent par le Grand Port Maritime de la Martinique, le Port de Le Robert, de Saint Pierre, de Bellefontaine.
Energie	<ul style="list-style-type: none">• 1 600 Gwh consommés en 2016• 93% de l'énergie est produite par les centrales thermiques

Plan de la présentation

1. Rappel des objectifs de l'EDL économique
2. Caractérisation des usages économiques
- 3. Scénarios tendanciels**
4. La récupération des coûts

Tendance des usages économiques

- **Grille de lecture des scénarios tendanciels**

Synthèse des scénarios tendanciels	Pressions PROBABLES sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	
	Quantité	Qualité
<p>→ Des principales tendances d'évolutions rétrospectives</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement du secteur • Stagnation du secteur • Perte de vitesse du secteur 	<p>Réduction des pressions</p> 	
	<p>Stabilité des pressions</p> 	
<p>→ Des influences exogènes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Politiques publiques • Grands projets • Evolutions démographiques • Etc. 	<p>Augmentation des pressions</p> 	
	<p>Incertitudes</p> 	

Tendance des usages économiques

Industries et BTP

Synthèse des scénarios tendanciels

Pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques

Qualité

Quantité

Industries et BTP

- Développement du marché du **Rhum**
- Diversification des **produits agroalimentaires**
- Croissance de l'activité du BTP à travers des projets structurants

Les pressions entraînées par l'augmentation de l'activité pourraient être compensées par les innovations et les investissements engagés par les industriels ?


Tendance des usages économiques

Energie

Synthèse des scénarios tendanciels	Pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	
	Qualité	Quantité

Energie

- Diversification de la source d'énergie à travers le développement de la biomasse (Galion 2 à la Trinité) et autres ENR
- Projet d'installation d'une centrale photovoltaïque de la SARA
- **Stabilité dans la demande en énergie (PPE)**

Baisse des prélèvements des centrales thermiques en raison de l'évolution du **mix énergétique** 

Tendance des usages économiques

L'économie bleue

	Synthèse des scénarios tendanciels	Pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	
		Qualité	Quantité
Tourisme et activités de loisirs liées à l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de visiteurs portée par les croisiéristes • Développement touristique risque d'être impacté par des causes exogènes (sargasses) 	<p style="text-align: center;">+</p> <p>Pollution des côtes par les navires de croisières</p>	<p>Ras de forte évolution de la pression en lien avec la stabilité du nombre de nuitées</p>
Transport maritime	<ul style="list-style-type: none"> • Projet de modernisation portuaire GPMLM (extension du port et création d'une zone logistique) 		

Sources: - Monographie maritime 2015-2016 de la Martinique, Direction de la Mer,
 - SIH, Ifremer, 2016
 - Le secteur de la pêche en crise profonde, dossier Le Marin, 2018
 - l'Observatoire Economique du Tourisme du Comité Martiniquais du Tourisme (CMT).

Tendance des usages économiques

L'économie bleue

	Synthèse des scénarios tendanciels	Pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	
		Qualité	Quantité
Pêche professionnelle	<ul style="list-style-type: none">• Difficultés de développement en lien avec des causes exogènes (sargasses, chlordécone), et structurelles (faible valorisation de la filière)	Pas d'évolution de la pression ==	

Tendance des usages économiques

L'agriculture

	Synthèse des scénarios tendanciels	Pressions sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	
		Qualité	Quantité
Agriculture	<p>Cultures de bananes et cannes à sucre fragilisées par les aléas climatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Secteur des fruits et légumes en développement Baisse de l'élevage à l'exception des volailles Soutiens aux marchés locaux et au développement de pratiques responsables 	<p>—</p> <p>Amélioration des pratiques</p>	<p>+</p> <p>Augmentation des prélèvements (notamment irrigation)</p>

Sources: - Agreste, comptes de l'agriculture, 2010 et 2016, Production de la branche agricole
 - Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, La Martinique : l'essor du commerce agricole, 2016
 - Pré-étude de développement agricole durable sur le territoire du nord Martinique, Communauté de Communes du Nord Martinique, Caraïbes environnement, 2014.
 -Préfecture de Martinique Note de suivi du plan Ecophyto Martinique, 2016.

Plan de la présentation

1. Rappel des objectifs de l'EDL économique
2. Caractérisation des usages économiques
3. Scénarios tendanciels
4. **La récupération des coûts**

Récupération des coûts

- **Répondre à 2 questions :**

1. Analyse du financement des services d'eau et d'assainissement (Moyenne annuelle sur la période 2013-2016) ?
 - Les réponses sont données à travers 3 ratios R1, R2 et R3
2. Chaque usager/ acteur participe-t-il au financement des services à la hauteur des coûts qu'ils génèrent ?
 - » Les acteurs/usagers au sens de la DCE
 - › Domestique
 - › Industriels
 - › Agricoles
 - › Contribuables
 - › L'environnement
 - Les réponses sont données à travers le ratio de récupération des coûts par usager,
 - Avec et sans les coûts environnementaux

Conclusion N° 1 : Les recettes courantes couvrent 131%

Millions d'euros	Martnique		Martnique	France Entère		
	AEP	ASST	2013/2016			
Recetes courantes	50,0	40,6	90,6	13 602		
Dépenses de fonctonne ment	-39,8	-29,1	-68,9	-8 854		
Subventons d'investssement	2,7	7,6	10,4	1 279		
Subventons d'exploitaton	0,0	0,0	0,0	522		
Dépenses d'investssement	-16,6	-30,6	-47,2	-6 153		
Charges financières	-1,1	-1,9	-3,0	-674		
R1	Tx couverture des charges d'exploitaton		126%	140%	131%	154%

- **R1 = 131%**
 - Les recettes d'exploitation couvrent les charges d'exploitation à hauteur de 131%.
 - La durabilité financière des services est assurée à court terme
- **CAF : 18 M€**
 - Les services dégagent une Capacité d'Autofinancement (CAF) d'environ 18,3 M€ qui permet de financer une partie des investissements des services d'eau potable et d'assainissement

Conclusion N° 2 : Les recettes courantes + les subventions d'investissement couvrent 61% des investissements

	Millions d'euros	Martnique		Martnique	France
		AEP	ASST	2013/2016	Entère
Recetes courantes	50,0	40,6	90,6	13 602	
Dépenses de fonctonne ment	-39,8	-29,1	-68,9	-8 854	
Subventons d'investssement	2,7	7,6	10,4	1 279	
Subventons d'exploitaton	0,0	0,0	0,0	522	
Dépenses d'investssement	-16,6	-30,6	-47,2	-6 153	
Charges financières	-1,1	-1,9	-3,0	-674	
CAF	8,9	9,4	18,3	4 625	
R1	Tx couverture des charges d'exploitaton	126%	140%	131%	154%
R2	Taux de couverture des investssements	70%	56%	61%	104%

- **Les investissements**

- Ils sont estimées à environ 47,2 M€ par an, 16,6 M€ sur l'eau potable et 30,6M€ pour l'assainissement

- **R2 = 61%**

- Les recettes d'exploitation et les subventions d'investissement couvrent les charges d'exploitation et les charges d'investissement à hauteur de 61%.

Le besoin de renouvellement du patrimoine

Millions d'euros	Martinique		Martinique	France Entère
	AEP	ASST	2013/2016	
CAF	8,9	9,4	18,3	4 625
Consommation de capital fixe (CCF MAX)			-55	
Alimentation en eau potable	-30		-30	-4 911
Assainissement collectif		-25	-25	-6 085
Consommation de capital fixe (CCF MIN)			-31	

- **La CCF est :**
 - Une Estimation de l'usure annuelle du patrimoine
 - Une Approximation des besoins de renouvellement
 - Compris entre 31M€ et 55M€ (hypothèses retenues sur la durée de vie du patrimoine)

Conclusion N° 3 : La durabilité des services d'eau potable n'est pas assurée à long terme

	Dépenses d'investissement	-16,6	-30,6	-47,2	-6 153
	Charges financières	-1,1	-1,9	-3,0	-674
	CAF	8,9	9,4	18,3	4 625
	Consommation de capital fixe (CCF MAX)			-55	
	Alimentation en eau potable	-30		-30	-4 911
	Assainissement collectif		-25	-25	-6 085
	Consommation de capital fixe (CCF MIN)			-31	
	Alimentation en eau potable	-17		-17	-2 888
	Assainissement collectif		-14	-14	-3 477
R1	Tx couverture des charges d'exploitation	126%	140%	131%	154%
R2	Taux de couverture des investissements	70%	56%	61%	104%
R3 Max	Tx couverture besoins renouvellement	74%	87%	80%	75%
R3 Min	Tx couverture besoins renouvellement	91%	108%	98%	97%

- **R3 :**

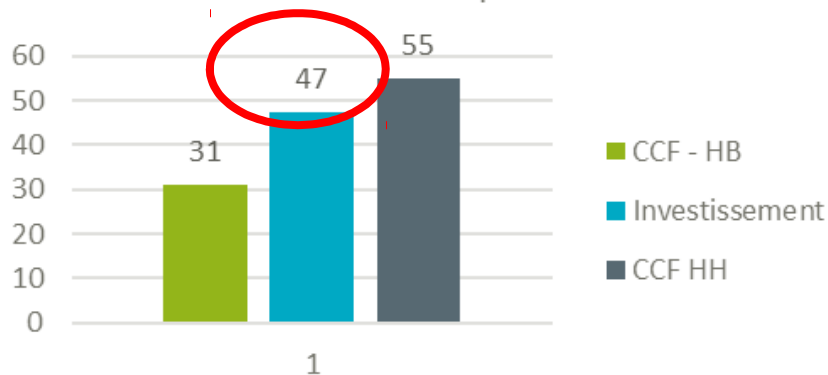
- Mesure la couverture des besoins de renouvellement du patrimoine
- Il est compris entre 80% et 98% → les investissements de renouvellement sont insuffisants, plus sur l'eau potable que sur l'assainissement

Conclusion N° 3 : La durabilité des services d'eau potable n'est pas assurée à long terme

- Les besoins de renouvellement ne sont totalement pas couverts
- La durabilité à long terme des services d'eau potable n'est pas garantie

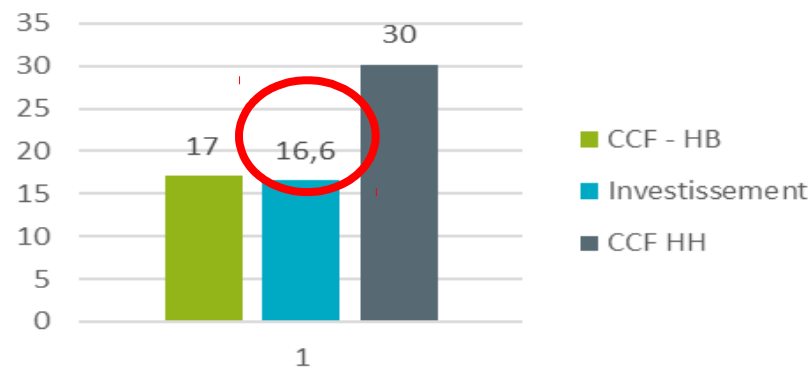
Eau potable & Assainissement

CCF et dépenses d'investissement, en Millions d'euros par an



Eau potable

CCF et dépenses d'investissement AEP, en Millions d'euros par an



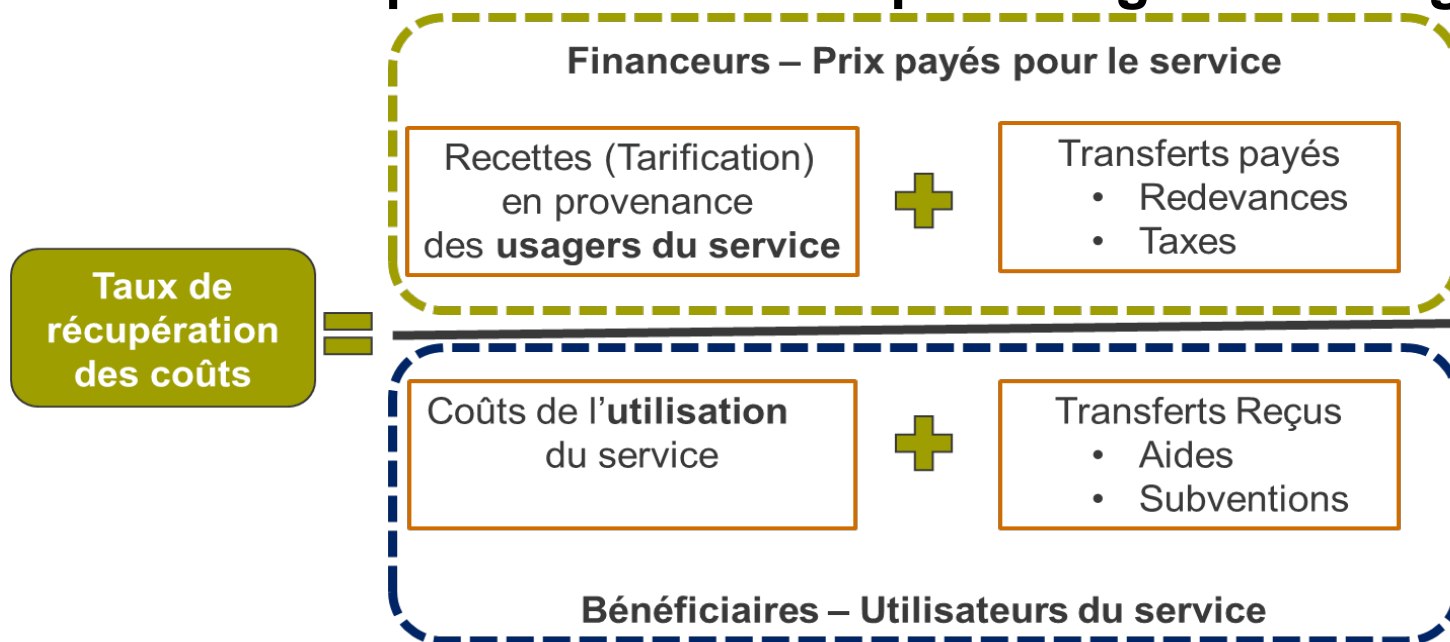
Les services collectifs

- **Eau potable & Assainissement / Recouvrement des coûts par le prix de l'eau ; hors subventions**

		Martinique	France
R2-Bis	Rato de récupération des dépenses d'investissements ; hors subventions	39%	65%
R3 Max-Bis	Rato de récupération des Besoins de Renouv. (CCF Max) ; hors subventions	33%	36%
R3 Min-Bis	Rato de récupération des Besoins de Renouv. (CCF Min) ; hors subventions	59%	62%

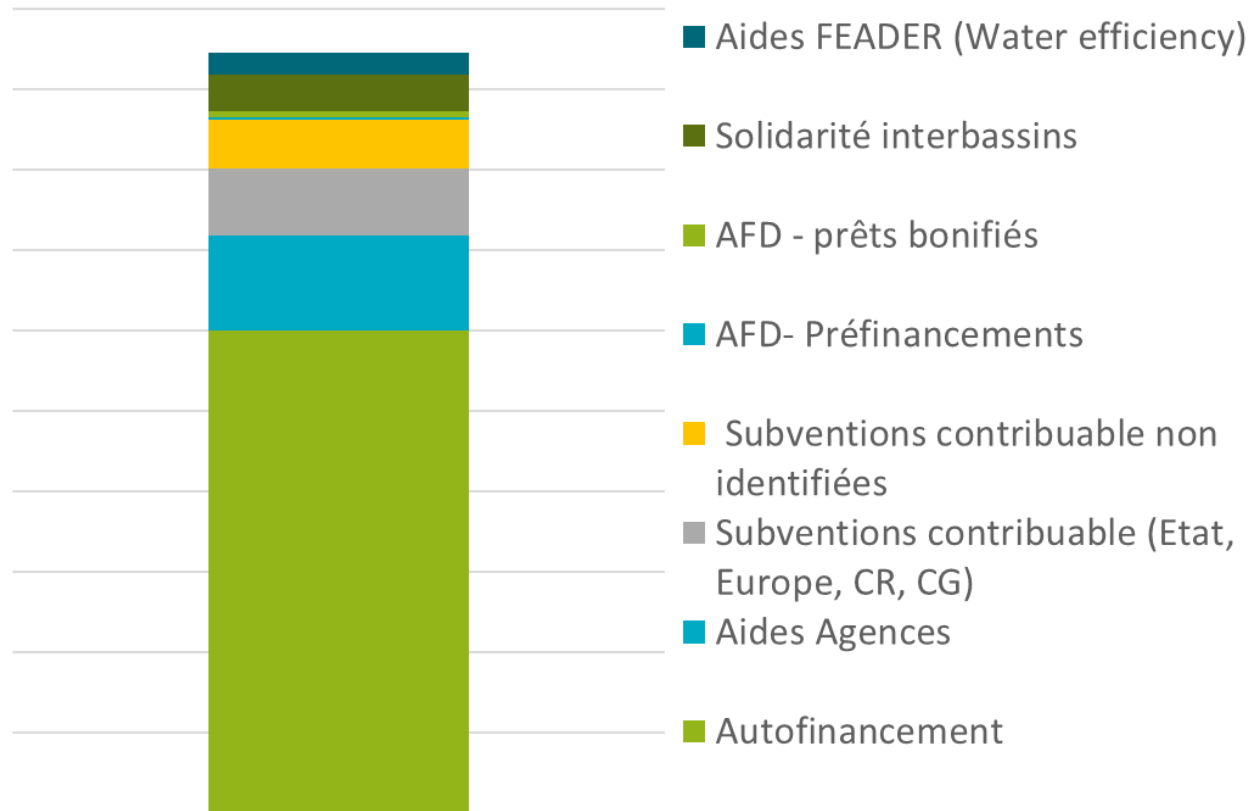
Conclusion N° 4 : Les récupération des coûts par catégorie d'usagers

• Ratios de récupération de coûts par catégorie d'utilisateur



Financement des services autonomes (Illustration)

Financement des services



Les coûts environnementaux

1. Les dépenses compensatoires

- Exemple : surcoût de traitement de l'eau potable en raison d'une pollution
 - » Le pollueur : est bénéficiaire d'un service ; les ressources en eau constituent pour lui un réceptacle sans coûts
 - » Le Payeur : usagers des services d'eau doivent payer un surcoût de traitement

2. Les autres coûts environnementaux :

- Dégradations environnementales non compensées
- Equivalent à une consommation des services écologiques gratuite

Million d'€ (moyenne annuelle 2013-2016)	Ménages	APAD	Industrie	Indus+APAD	Agriculture
Taux de récupération des coûts HORS coûts environnementaux	97,3%	95,7%	87,9%	94,7%	87,7%
Taux de récupération des coûts AVEC coûts environnementaux	50,8%	41,1%	21,0%	36,8%	48,5%

■ **Merci de votre attention**

■ **Fady HAMADÉ**